

## Annexe

**Règlement du fonds de coproduction  
de la « Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen »**

Article 1er. Le fonds de coproduction contribue, au moyen d'apports financiers, à la réalisation de projets de coproduction audiovisuels, notamment des projets de la « Nederlandse Omroepstichting » ou d'une des institutions, ayant obtenu, en vertu de la réglementation en vigueur aux Pays-Bas, du temps d'antenne.

Il est alimenté :

1<sup>o</sup> par le versement de 1/3 de la recette nette perçue par la B.R.T. en vertu de la convention conclue entre les ayants droit en matière de droits d'auteur et les réseaux de télédistribution néerlandais;

2<sup>o</sup> par la recette des projets financés en totalité ou en partie au moyen de prélèvements sur le fonds de coproduction;

3<sup>o</sup> par le produit de son patrimoine.

Lorsque le capital du fonds de coproduction dépassera 500 millions de francs, l'excédent sera versé à la Communauté flamande.

Art. 2. Le placement du fonds se fait conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Art. 3. Conformément aux dispositions de l'article 3, § 2, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, tout prélèvement du fonds est soumis à l'autorisation préalable de l'autorité de tutelle.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 juillet 1986.

Le Ministre communautaire des Finances et du Budget,

L. WALTNIEL

Le Ministre communautaire de la Culture,

P. DEWAELE

**MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE**

F. 87 — 25

**6 MARS 1986. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon créant une cellule administrative provisoire chargée de préparer la mise en place de la Société Wallonne des Distributions d'Eau**

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant restructuration de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté royal du 7 mars 1974 relatif au recrutement des agents dans les administrations et autres services des Ministères, notamment l'article 5, 2<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif modifié par l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 23 décembre 1985;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1982 de l'Exécutif Régional Wallon portant règlement de son fonctionnement et modifié par l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 23 décembre 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif Régional Wallon du 23 décembre 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées du 12 janvier 1973, notamment l'article 3 modifié par la loi du 9 août 1980;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans délai des mesures pour préparer le transfert des agents, des missions, des biens, droits et obligations de la Société Nationale des Distributions d'Eau; qu'à défaut de création de cette cellule, la continuité du service public pourrait être mise en danger;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre ayant l'eau dans ses attributions pour la Région Wallonne;

Arrête :

*Section 1. — Attributions*

**Article 1er.** Il est institué une cellule administrative provisoire de l'eau, ci-après indiquée « la cellule ». La cellule est placée directement sous l'autorité du Ministre ayant la politique de l'eau dans ses attributions.

**Art. 2.** La cellule est chargée de préparer la mise en place de la Société Wallonne des Distributions d'Eau. Elle a notamment pour mission :

1<sup>o</sup> d'étudier les problèmes résultant de la dissolution de la Société Nationale des Distributions d'Eau;

2<sup>o</sup> d'établir la liste des biens et droits à revendiquer par la Région Wallonne lors du passage consécutif à la dissolution;

3<sup>o</sup> de proposer à l'Exécutif des mesures appropriées relatives aux transferts des missions, des agents, des biens, des droits et obligations de la Société Nationale des Distributions d'Eau;

4<sup>o</sup> d'assister l'Exécutif lors des négociations relatives aux transferts.

*Section 2. — Composition*

**Art. 3.** La cellule ne peut comprendre plus de douze agents qui occupent les emplois suivants :

- un(e) directeur général;
- un(e) directeur général adjoint;
- un(e) informaticien directeur;
- deux conseillers;
- un(e) ingénieur principal;
- deux attachés;
- un(e) secrétaire principal de direction;
- un(e) rédacteur-comptable;
- un(e) commis sténo-dactylo;
- un(e) commis.

**Art. 4.** Ne peuvent faire partie du personnel d'exécution, les agents de l'Etat, de la Région ou de la Communauté de niveau 1, ni les titulaires de grade équivalents appartenant aux autres services publics ou aux établissements d'enseignement subventionné.

**Art. 5.** Les membres du personnel du Ministère de la Région Wallonne et plus généralement de tout service public, appelés à faire partie de la cellule, ne peuvent rester en fonction dans leur emploi, ni continuer à en exercer, même à temps partiel, les attributions.

*Section 3. — Nominations et fonctionnement*

**Art. 6.** Les agents de la cellule sont nommés par l'Exécutif pour une période se terminant au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté de l'Exécutif portant dissolution de la cellule provisoire.

Dans un premier temps, les engagements se limiteront à deux agents du niveau 1 et aux agents de niveaux 2 et 3.

**Art. 7.** Le directeur général ou le directeur général adjoint reçoivent les instructions et ordres de service du Ministre pour la Région Wallonne qui a la politique de l'eau dans ses attributions. Ils exécutent ces instructions et font rapport mensuellement au Ministre précité.

**Art. 8.** Les agents de la cellule ne peuvent traiter avec le Ministre ayant la politique de l'eau dans ses attributions que par l'intermédiaire du directeur général ou du directeur général adjoint.

Les agents de niveau 1 de la cellule ont tout pouvoir d'investigation dans les services de la Société Nationale de Distribution d'Eau en vue de l'Exécution des missions prévues à l'article 2.

*Section 4. — Allocations et indemnités*

**Art. 9.** Les traitements et les frais de fonctionnement de la cellule sont supportés par le budget de la Région Wallonne — Partie Ministère de la Région Wallonne.

**Art. 10.** Il est alloué aux agents de la cellule une allocation tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel des Ministères :

- directeur général : 16/1;
- directeur général adjoint : 16/1;
- informaticien-directeur : 13/4;
- conseiller : 13/2;
- ingénieur principal : 11/8;
- attaché : 11/3;
- secrétaire principal de direction : 22/4;
- rédacteur-comptable : 20/2;
- commis sténo-dactylo : 30/2;
- commis : 30/1.

**Art. 11.** La situation administrative des agents de la cellule qui font partie du personnel des Ministères, et plus généralement de tout service public ou d'un établissement d'enseignement subventionné, est réglée par l'arrêté royal du 13 novembre 1987 fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission.

**Art. 12.** La situation pécuniaire des agents de la cellule qui font partie des Ministères, et plus généralement de tout service public ou d'un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° l'employeur autorise le détachement de ses agents et leur accorde une dispense de service pour la durée d'existence de la cellule;

2° pendant cette période, les agents sont placés en congé sans rémunération. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service;

3° la période du détachement est prise en considération pour le calcul de l'ancienneté et pour l'avancement de traitement de l'intéressé;

4° les agents obtiennent l'allocation tenant lieu de traitement prévue à l'article 10.

**Art. 13.** Les agents de la cellule bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation de programmation et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévus pour le personnel des agents de l'Etat.

*Section 5. — Dispositions générales relatives aux allocations et indemnités*

**Art. 14.** Les indemnités et allocations prévues aux articles 10, 12 et 13, sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12 du montant annuel.

Lorsque l'indemnité ou l'allocation du moins n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire des agents de l'Etat.

**Art. 15.** Les indemnités et allocations prévues aux articles 10, 12 et 13 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation : à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 114,20.

*Section 6. — Frais divers, utilisation de voiture*

Art. 16. § 1er. En vue de l'octroi des indemnités pour frais de séjour et en matière de frais de parcours, les agents de la cellule sont assimilés au personnel des Ministères exerçant des fonctions correspondantes. Cette assimilation ne peut avoir pour effet de ranger dans une catégorie inférieure à celle correspondant à leur grade, les agents de la cellule appartenant au personnel des Ministères.

§ 2. Les articles 1 à 9 de l'arrêté royal du 13 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours sont applicables *mutatis mutandis* aux agents de la cellule.

§ 3. L'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères est applicable *mutatis mutandis* aux agents de la cellule.

Art. 17. Les agents de la cellule peuvent être autorisés à utiliser leur voiture personnelle dans les conditions prévues dans le même arrêté pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés par le présent article. Ils sont dispensés de la tenue du livret de courses. Le total des autorisations d'utiliser une voiture personnelle ne peut dépasser 10 000 km par an.

*Section 7. — Indemnité de départ*

Art. 18. Le Ministre ayant l'eau dans ses attributions peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé des fonctions à la cellule et qui ne sont pas, soit titulaires d'une fonction dans un service de la Région, de la Communauté ou de l'Etat, un autre service public ou un établissement d'enseignement subventionné, soit titulaire d'une pension à charge du Trésor public.

Cette allocation est égale à un mois d'allocation de Cabinet pour les personnes ayant occupé une fonction durant moins de douze mois. Passé ce délai, l'allocation est égale à trois mois.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre ayant l'eau dans ses attributions peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé des fonctions dans la cellule et qui sont exclusivement titulaires soit d'une ou de plusieurs fonctions incomplètes dans un service du Ministère de la Région wallonne, de la Communauté ou de l'Etat, dans un autre service public ou un établissement d'enseignement subventionné, soit d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor public se rapportant à une ou à des carrières incomplètes.

Dans ce cas, l'allocation de départ, établie conformément au deuxième alinéa de l'article 12 et les allocations prévues aux articles 13 et 16 n'entrent pas en ligne de compte.

Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré.

*Section 8. — Frais de fonctionnement et plafond global des rémunérations*

Art. 19. La moyenne des frais de fonctionnement afférente aux agents de la cellule ne peut excéder 100 000 F par an. Ce montant est rattaché à l'indice 114,20 visé à l'article 15.

Art. 20. L'Exécutif détermine le plafond global des rémunérations et allocations afférents aux agents de la cellule.

*Section 9. — Dispositions finales*

Art. 21. Il ne peut être dérogé aux dispositions du présent arrêté que de l'accord de l'Exécutif.

Art. 22. Le présent arrêté produit ses effets le 6 mars 1986.

Art. 23. Le Ministre ayant la politique de l'eau dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 mars 1986.

Le Ministre-Président de l'Exécutif Régional Wallon,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région Wallonne,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 25

6. MÄRZ 1986. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Schaffung einer vorläufigen Verwaltungszelle, die mit der Vorbereitung der Einsetzung der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft beauftragt ist

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Umstrukturierung gewisser gemeinnütziger Anstalten;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 7. März 1974 über die Anwerbung der Bediensteten in den Verwaltungen und anderen Dienststellen der Ministerien, insbesondere des Artikels 5, Punkt 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1985;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung ihrer Arbeitsweise, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1985;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

In der Erägung, dass es notwendig ist, die Massnahmen zur Vorbereitung der Versetzung der Bediensteten und der Übertragung der Aufgaben, der Güter, Rechte und Verpflichtungen der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft unverzüglich zu treffen; dass die Kontinuität des öffentlichen Dienstes gefährdet werden könnte, wenn diese Zelle nicht geschaffen würde;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen für die Wallonische Region gehört;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

#### *Abschnitt 1. — Zuständigkeitsbereich*

**Artikel 1.** Es wird eine vorläufige Verwaltungszelle des Wasserwesens, nachstehend « die Zelle » genannt, errichtet. Die Zelle untersteht direkt dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört.

**Art. 2.** Die Zelle ist mit der Vorbereitung der Einsetzung der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft beauftragt. Sie hat insbesondere die Aufgabe :

1. die Probleme, die sich aus der Auflösung der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft ergeben, zu untersuchen;
2. die Liste der Güter und Rechte aufzustellen, die bei der Auflösung von der Wallonischen Region zu beanspruchen sind;
3. der Exekutive geeignete Massnahmen über die Versetzung der Bediensteten und die Übertragungen der Aufgaben, der Güter, der Rechte und Verpflichtungen der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft vorzuschlagen;
4. der Exekutive bei Verhandlungen über die Übertragungen beizustehen.

#### *Abschnitt 2. — Zusammensetzung*

**Art. 3.** Die Zelle darf höchstens 12 Bedienstete umfassen, die folgende Stellen innehaben :

- eine als Generaldirektor;
- eine als beigeordneter Generaldirektor;
- eine als Informatiker-Direktor;
- zwei als Berater;
- eine als Hauptingenieur;
- zwei als Attaché;
- eine als Direktionshauptsekretär;
- eine als Sachbearbeiter-Buchhalter;
- eine als Kommis-Steno-Daktylograph;
- eine als Kommis.

**Art. 4.** Zum Ausführungspersonal dürfen weder die Bediensteten der Stufe 1 des Staates, der Region oder der Gemeinschaft noch die Inhaber eines gleichwertigen Grades, die in den anderen öffentlichen Diensten oder in den subventionierten Lehranstalten tätig sind, gehören.

**Art. 5.** Die Mitglieder des Personals des Ministeriums der Wallonischen Region sind — im weitesten Sinne — jedes öffentlichen Dienstes, die zur Zelle gehören werden, dürfen weder im Amt bleiben, noch die Aufgaben, die mit diesem Amt verbunden sind, — selbst teilweise — weiter ausüben.

#### *Abschnitt 3. — Ernennungen und Arbeitsweise*

**Art. 6.** Die Bediensteten der Zelle werden von der Exekutive für eine Periode ernannt, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Exekutive zur Auflösung der vorläufigen Zelle abläuft.

Am Anfang werden die Einstellungen auf zwei Bediensteten der Stufe 1 und auf die Bediensteten der Stufen 2 und 3 beschränkt.

**Art. 7.** Der Generaldirektor oder der beigeordnete Generaldirektor erhalten die Dienstanweisungen und -vorschriften vom Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört. Sie führen diese Anweisungen aus und erstatten dem vorerwähnten Minister jeden Monat Bericht.

**Art. 8.** Die Bediensteten der Zelle können nur durch Vermittlung des Generaldirektors oder des beigeordneten Generaldirektors mit dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, verhandeln.

Zur Ausführung der in Artikel 2 vorgesehenen Aufgaben sind die Bediensteten der Stufe 1 befugt, Untersuchungen in den Dienststellen der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft durchzuführen.

#### *Abschnitt 4. — Zulagen und Vergütungen*

**Art. 9.** Die Gehälter und die Funktionskosten der Zelle gehen zu Lasten des Haushaltsplans der Wallonischen Region — Teil Ministerium der Wallonischen Region.

**Art. 10.** Den Bediensteten der Zelle wird ein Ersatzgehalt gewährt, das in den nachstehenden Skalen, die auf das Personal der Ministerien Anwendung finden, festgesetzt ist.

- Generaldirektor : 16/1;
- Beigeordneter Generaldirektor : 16/1;
- Informatiker-Direktor : 13/4;
- Berater : 13/2;
- Hauptingenieur : 11/6;
- Attaché : 11/3;
- Direktionshauptsekretär : 22/4;
- Sachbearbeiter-Buchhalter : 20/2;
- Kommis-Steno-Daktylograph : 30/2;
- Kommis : 30/1.

**Art. 11.** Das Dienstverhältnis der Bediensteten der Zelle, die zu dem Personal der Ministerien und — im weitesten Sinne — jedes öffentlichen Dienstes oder einer subventionierten Lehranstalt gehören, wird durch den Königlichen Erlass vom 13. November 1967 zur Festlegung des Dienstverhältnisses der mit einer Aufgabe beauftragten Staatsbediensteten geregelt.

**Art. 12.** Die Besoldungslage der Bediensteten der Zelle, die zu den Ministerien und — im weitesten Sinne — zu jedem öffentlichen Dienst oder zu einer subventionierten Lehranstalt gehören, wird wie folgt geregelt:

1. Der Arbeitgeber erlaubt die zeitweilige anderweitige Zuteilung seiner Bediensteten und gewährt ihnen eine Dienstbefreiung für die Lebensdauer der Zelle;
2. Während dieser Periode werden die Bediensteten ohne Dienstbezüge beurlaubt. Dieser Urlaub wird einer Periode von Dienstätigkeit gleichgestellt;
3. Die Periode der zeitweiligen anderweitigen Zuteilung wird für die Berechnung des Dienstalters und für die Gehaltserhöhung des Betroffenen berücksichtigt;
4. Die Bediensteten bekommen das in Artikel 10 vorgesehene Ersatzgehalt.

**Art. 13.** Die Bediensteten der Zelle beziehen die Kinderzulagen, die Geburtsbeihilfe, die Aufenthalts- oder Ortszulage, das Urlaubsgeld, die Jahresendprämie und jegliche andere Zulage zu den für die Staatsbediensteten vorgesehenen Sätzen und Bedingungen.

#### Abschnitt 5. — Allgemeine Bestimmungen betreffend die Zulagen und Vergütungen

**Art. 14.** Die in den Artikeln 10, 12 und 13 vorgesehenen Vergütungen und Zulagen werden jeden Monat nachträglich ausbezahlt. Die Vergütung bzw. die Zulage des Monats entspricht einem Zwölftel des Jahresbetrags. Wenn die Vergütung bzw. die Zulage des Monats nicht ganz auszuzahlen ist, wird sie gemäss der im Besoldungsstatut der Staatsbediensteten vorgesehenen Regel in Dreißigstel gezahlt.

**Art. 15.** Die in den Artikeln 10, 12 und 13 vorgesehenen Vergütungen und Zulagen sind an die Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise gebunden gemäss den Modalitäten, die durch das Gesetz vom 2. August 1971 zur Einführung eines Systems zur Bindung an den Index der Verbraucherpreise festgelegt worden sind. Zu diesem Zweck werden sie an den Index 114,20 gebunden.

#### Abschnitt 6. — Sonstige Kosten, Benutzung des Wagens

**Art 16. § 1.** Für die Gewährung der Vergütungen für Aufenthaltskosten und in Sachen Fahrtkosten werden die Bediensteten der Zelle den Mitgliedern des Personals der Ministerien, die entsprechende Ämter ausüben, gleichgestellt. Diese Gleichstellung darf nicht zu dem Ergebnis führen, dass die Bediensteten der Zelle, die zum Personal der Ministerien gehören, in eine Kategorie eingeordnet werden, die unter der ihrem Grad entsprechenden Kategorie liegt.

§ 2. Der Artikel 1 bis 9 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten finden *mutatis mutandis* Anwendung auf die Bediensteten der Zelle.

§ 3. Der Königliche Erlass vom 24. Dezember 1964 zur Festlegung der Vergütungen für Aufenthaltskosten der Mitglieder des Personals der Ministerien findet *mutatis mutandis* Anwendung auf die Bediensteten der Zelle.

**Art. 7.** Die Bediensteten der Zelle können die Erlaubnis erhalten, ihren eigenen Wagen zu benutzen, und zwar unter den Bedingungen, die in demselben Erlass für die Bediensteten, denen sie aufgrund dieses Artikels gleichgestellt sind, vorgesehen sind. Sie sind von der Führung eines Fahrtenbuches befreit. Sie dürfen ihnen eigenen Wagen für höchstens 10 000 km pro Jahr benutzen.

#### Abschnitt 7. — Abgangsgeld

**Art. 18.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, kann den Personen, die in die Zelle ein Amt ausgeübt haben und die weder Amtsträger in einer Dienststelle der Region, der Gemeinschaft oder des Staats, in einem anderen öffentlichen Dienst oder in einer subventionierten Lehranstalt sind, noch eine Pension zu Lasten der Staatskasse beziehen, eine pauschale Abgangszulage gewähren.

Diese Zulage entspricht einem Monat der Kabinettszulage für die Personen, die während weniger als zwölf Monaten ein Amt ausgeübt haben. Nach dieser Frist entspricht die Zulage drei Monaten.

In Abweichung von Absatz 1 kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, den Personen, die in der Zelle ein Amt ausgeübt haben und ausschliesslich Träger eines oder mehrerer unvollständigen Ämter in einer Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region, der Gemeinschaft oder des Staates, in einem anderen öffentlichen Dienst oder in einer subventionierten Lehranstalt sind oder ausschliesslich eine oder mehrere Pensionen in bezug auf eine oder mehrere unvollständige Laufbahnen zu Lasten der Staatskasse beziehen, eine pauschale Abgangszulage gewähren.

In diesem Fall werden die gemäss Artikel 12 Absatz 2 festgelegte Abgangszulage und die in den Artikeln 13 und 16 vorgesehenen Zulagen nicht berücksichtigt.

Den Personen, die ihr Amt freiwillig aufgeben, wird keine Abgangszulage gewährt.

#### Abschnitt 8. — Funktionskosten und globale Höchstgrenze der Besoldungen

**Art. 19.** Die funktionskosten dürfen im Durchschnitt für die Bediensteten der Zelle 100 000 BF pro Jahr nicht überschreiten. Dieser Ertrag wird an den in Artikel 15 vorgesehenen Index von 114,20 gebunden.

**Art. 20.** Die Exekutive bestimmt die globale Höchstgrenze der Besoldungen und Zulagen für die Bediensteten der Zelle.

#### Abschnitt 9. — Schlussbestimmungen

**Art. 21.** Von den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses kann nur mit dem Einverständnis der Exekutive abgewichen werden.

**Art. 22.** Vorliegender Erlass gilt ab dem 6 März 1986.

**Art. 23.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, am 6. März 1986.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive,  
M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung, des Landlebens und des Wasserwesens für die Wallonische Region,  
A. LIENARD

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 25

**6 MAART 1986. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot oprichting van een voorlopige administratieve cel belast met de installatie van de Waalse Regionale Maatschappij voor Watervoorzieningen**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de wet van 28 december 1984 houdende herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 1974 betreffende de werving van personeelsleden in de besturen en diensten van de Ministeries, inzonderheid op artikel 5, 2°;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1985;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 januari 1982 tot regeling van haar werking en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1985;

Gelet op het besluit van 23 december 1985 van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat het nodig is onverwijld maatregelen te treffen om de overdracht van de ambtenaren, opdrachten, goederen, rechten en verplichtingen van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen voor te bereiden; dat bij gebreke van oprichting van die cel de continuïteit van de openbare dienst zou in gevaar gebracht worden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op voordracht van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het water behoort,

Besluit :

*Afdeling 1. — Bevoegdheden***Artikel 1.** Een voorlopige administratieve cel voor het water, hierna genoemd « de cel » wordt ingesteld.

De cel wordt rechtstreeks geplaatst onder het gezag van de Minister tot wiens bevoegdheid het waterbeleid behoort.

**Art. 2.** De cel is belast met de installatie van de Waalse Regionale Maatschappij voor Watervoorzieningen. Ze heeft met name als opdracht :

1° de problemen ten gevolge van de ontbinding van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen te onderzoeken;

2° een lijst vast te stellen van de door het Waalse Gewest bij het overdragen ten gevolge van de ontbinding op te eisen rechten en verplichtingen;

3° aan de Executieve passende maatregelen voor te leggen betreffende de overgangen van opdrachten, ambtenaren, rechten en verplichtingen van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen;

4° de Executieve bij te staan bij de besprekingen betreffende de overdrachten.

*Afdeling 2. — Samenstelling***Art. 3.** De cel bestaat uit maximaal twaalf personeelsleden die de volgende betrekkingen bekleden :

- een directeur-generaal;
- een adjunct-directeur-generaal;
- een informaticus-directeur;
- twee adviseurs;
- een eerstaanwezend ingenieur;
- twee attachés;
- een eerstaanwezend directiesecretaris;
- een rekenplichtig opsteller;
- een klerk-stenotypist;
- een klerk.

**Art. 4.** Kunnen van het uitvoeringspersoneel niet deel uitmaken, de rijksambtenaren, de ambtenaren van niveau 1 van het gewest of van de gemeenschap noch de titularis van een gelijkwaardige graad die tot de andere openbare diensten of tot de gesubsidieerde onderwijsinstellingen behoren.**Art. 5.** De personeelsleden van het Ministerie van het Waalse Gewest en in het algemeen van elke openbare dienst die gerechtigd zijn om van de cel deel uit te maken, kunnen in hun betrekking niet in dienst blijven, noch de bevoegdheid ervan, zelfs deeltijds, waarnemen.*Afdeling 3. — Benoeming en werking***Art. 6.** De ambtenaren van de cel worden benoemd door de Executieve voor een periode die eindigt de dag waarop het besluit van de Executieve houdende ontbinding van de voorlopige cel in werking treedt.

In een eerste tijd zullen de aanwervingen beperkt worden tot 2 ambtenaren van niveau 1 en tot de ambtenaren van niveau's 2 en 3.

**Art. 7.** De directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal ontvangen de instructies en de dienstopdrachten van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het waterbeleid behoort. Zij voeren die instructies uit en brengen maandelijks verslag aan de hierboven vermelde Minister uit.

**Art. 8.** De ambtenaren van de cel kunnen alleen door bemiddeling van de directeur-generaal of van de adjunct-directeur-generaal met de Minister, tot wiens bevoegdheid het waterbeleid behoort, handelen.

De ambtenaren van niveau 1 van de cel hebben met het oog op de in artikel 2 bepaalde uitvoering alle rechten van onderzoek in de diensten van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen.

#### Afdeling 4. — Toelagen en uitkeringen

**Art. 9.** De wedden en werkingskosten van de cel komen ten laste van de begroting van het Waalse Gewest — afdeling Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 10.** Een toelage vastgesteld volgens de hierna vermelde weddeschalen die van toepassing zijn op de ministeries, wordt ter vervanging van de wedde aan de leden van het personeel van de cel toegekend :

- directeur-generaal : 16/1;
- adjunct-directeur-generaal : 16/1;
- informaticus-directeur : 13/4;
- adviseur : 13/2;
- eerstaanwendend ingenieur : 11/6;
- attaché : 11/3;
- eerstaanwendend directiesecretaris : 22/4;
- rekenplichtig opsteller : 20/2;
- klerk-stenotypist : 30/2;
- klerk : 30/1.

**Art. 11.** De administratieve toestand van de ambtenaren van de cel die van het personeel van de ministeries, en in het algemeen van elke openbare dienst of van een gesubsidieerde onderwijsinstelling deel uitmaken, wordt geregeld door het koninklijk besluit van 13 november 1987 tot vaststelling van de administratieve toestand van de rijksambtenaren belast met een opdracht.

**Art. 12.** Het geldelijk statuut van de ambtenaren van de cel die aan ministeries, en in het algemeen van elke openbare dienst of van een gesubsidieerde onderwijsinstelling deel uitmaken, wordt als volgt geregeld :

1° de werkgever geeft toestemming tot detachering van zijn ambtenaren en verleent hen voor de duur van de cel een dienstvrijstelling;

2° tijdens die periode worden de ambtenaren met verlof zonder wedde gesteld. Dit verlof wordt met een periode van actieve dienst gelijkgesteld;

3° de duur van de detachering wordt voor de berekening van de anciënniteit en voor de bevordering tot een hogere wedde van de betrokkene in acht genomen;

4° de ambtenaren krijgen de in artikel 10 bedoelde uitkering ter vervanging van de wedde.

**Art. 13.** De ambtenaren van de cel genieten kinderbijslag, kraamgeld, een hard- of standplaatsvergoeding, vakantiegeld, een toelage voor programmerie en enige andere toelage tegen de rentevoet en volgens de voorwaarden bepaald voor het personeel van de Rijksambtenaren.

#### Afdeling 5. — Algemene bepalingen betreffende toelagen en uitkeringen

**Art. 14.** De in de artikelen 10, 12, 13 bedoelde uitkeringen en toelagen worden maandelijks na vervallen termijn uitbetaald. Wanneer de uitkering of de toelage niet voor een volle maand verschuldigd is, wordt zij overeenkomstig de in het geldelijke statuut van de Rijksambtenaren bepaalde regel bij dertigsten berekend.

**Art. 15.** De in de artikelen 10, 12, en 13 bepaalde uitkeringen en toelagen worden aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijs gekoppeld overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige sociale uitkeringen aan het indexcijfer van de consumptieprijs worden gekoppeld : daartoe worden zij aan spillindex 114,20 gekoppeld.

#### Afdeling 6. — Diverse kosten, gebruik van een wagen

**Art. 16.** § 1. Met het oog op het verlenen van uitkeringen wegens verblijf- en reiskosten worden de ambtenaren van de cel gelijkgesteld op het personeel van de ministeries dat gelijkwaardige ambten uitoefent. Die gelijkstelling mag niet tot gevolg hebben de ambtenaren behorende tot het personeel van ministeries in een categorie welke lager is dan die van hun graad te rangschikken.

§ 2. De artikelen 1 tot 9 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten worden *mutatis mutandis* toegepast op de ambtenaren van de cel.

§ 3. Het koninklijk besluit van 24 december 1984 houdende vaststelling van de vergoedingen voor verblijfskosten van het personeel der ministeries wordt *mutatis mutandis* toegepast op de ambtenaren van de cel.

**Art. 17.** De ambtenaren van de cel kunnen gemachtigd worden van hun eigen wagen gebruik te maken volgens de voorwaarden bepaald in hetzelfde besluit voor de ambtenaren met wie zij door dit artikel worden gelijkgesteld. Zij worden vrijgesteld van het houden van de reiswijzer. Het totaal van de machtiging tot gebruik van een persoonlijke wagen mag 10 000 km jaarlijks niet overschrijden.

#### Afdeling 7. — Uitkeringen wegens vertrek

**Art. 18.** De Minister tot wiens bevoegdheid het water behoort kan een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan de personen die in de cel een ambt hebben uitgeoefend en die hetzij geen titularis zijn van een ambt in een dienst van het gewest, van de gemeenschap of van de Staat, van een andere openbare dienst of van een gesubsidieerde onderwijsinstelling, hetzij titularis zijn van een pensioen ten laste van de Openbare Schatkist.

Die toelage is gelijk aan één maand van de Kabinetstoelage voor de personen die tijdens minder dan twaalf maanden een ambt hebben uitgeoefend. Na die termijn is de toelage gelijk aan drie maanden.

In afwijking van het eerste lid kan de Minister tot wiens bevoegdheid het water behoort een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan de personen die in de cel een ambt hebben uitgeoefend en die exclusief titularis zijn van hetzij een of verschillende onvolledige ambten in een dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest, van de Gemeenschap of van de Staat, in een andere openbare dienst of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, hetzij titularis zijn van één of verschillende pensioenen ten laste van de Openbare Schatkist die op één of verschillende onvolledige loopbanen betrekking hebben.

In dit geval komen de overeenkomstig het tweede lid van artikel 12 vastgestelde vertrektoelage en de in de artikelen 13 en 16 voorzien toelagen niet in aanmerking.

Geen vertrektoelage is verschuldigd aan de personen die hun ambt uit eigen wil neerleggen.

*Afdeling 8. — Werkingskosten en gezamenlijk grensbedrag van de wedden*

Art. 19. Het gemiddelde van de werkingskosten van de ambtenaren van de tel mag niet meer dan 100 000 F per jaar bedragen.

Dit bedrag wordt aan het in artikel 15 bedoelde spilindex 114,20 gekoppeld.

Art. 20. De Executieve stelt het gezamenlijk grensbedrag vast van de wedden en toelagen van de ambtenaren van de cel.

*Afdeling 9. — Slotbepalingen*

Art. 21. Er kan alleen van de bepalingen van dit besluit afgeweken worden na machtiging van de Executieve.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking op 6 maart 1986.

Art. 23. De Minister tot wiens bevoegdheid het waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 maart 1986.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor de Ruimtelijke Ordening, het Landleven en het Water,

A. LIENARD

**AUTRES ARRÊTÉS****MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL****Personnel. — Démission honorable**

Par arrêté royal du 4 juillet 1986, démission honorable de ses fonctions est accordée à partir de 1er janvier 1987 à M. Denys, Jacques, directeur général au Ministère de l'Emploi et du Travail.

M. Denys, Jacques, est admis à faire valoir ses droits à la pension; il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

**Commission paritaire du transport  
Remplacement de membres**

Par arrêté royal du 10 décembre 1986 qui entre en vigueur le 17 décembre 1986 :

MM. Hubert Schippers, à Liège, et Joannes Broeckhoven, à Anvers, membres suppléants de la Commission paritaire du transport, sont nommés en qualité de représentants d'une organisation d'employeurs, membres effectifs de cette commission, en remplacement respectivement de MM. Henri Putman, à Wemmel, et Carolus Van Elsen, à Mortsel, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui les avait présentés; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs.

M. Michel Van Swartenbrouck, à Lummen, et Mme Monique Hendrickx, à Lommel, sont nommés, en qualité de représentants d'une organisation d'employeurs, membres suppléants de cette commission, en remplacement respectivement de MM. Joannes Broeckhoven, à Anvers, et Hubert Schippers, à Liège, qui sont nommés membres effectifs; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs.

**Juridictions du travail. — Démissions**

Par arrêté royal du 15 décembre 1986, démission honorable de ses fonctions de juge social effectif au titre de travailleur ouvrier aux tribunaux du travail de Namur-Dinant est accordée à sa demande à Mme Yvette Henin.

Par arrêté royal du 17 décembre 1986, démission honorable de ses fonctions de juge social effectif au titre de travailleur ouvrier appartenant au régime linguistique français au Tribunal du travail de Bruxelles est accordée à M. Félix Leeuws, atteint par la limite d'âge.

L'intéressé est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

**ANDERE BESLUITEN****MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID****Personeel. — Eervol ontslag**

Bij koninklijk besluit van 4 juli 1986 wordt met ingang van 1 januari 1987 eervol ontslag uit zijn ambt verleend aan de heer Denys, Jacques, directeur-generaal bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Het is de heer Denys, Jacques, vergund zijn aanspraak op pensioen te doen gelden; hij wordt ertoe gemachtigd de eretitel van zijn ambt te voeren.

**Paritair Comité voor het vervoer  
Vervanging van leden**

Bij koninklijk besluit van 10 december 1986, dat in werking treedt op 17 december 1986 :

Worden de heren Hubert Schippers, te Luik, en Joannes Broeckhoven, te Antwerpen, plaatsvervangende leden van het Paritair Comité voor het vervoer, als vertegenwoordigers van een werkgeversorganisatie, tot gewone leden benoemd van dit comité, respectievelijk ter vervanging van de heren Henri Putman, te Wemmel, en Carolus Van Elsen, te Mortsel, wier mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hen had voorgedragen; zij zullen het mandaat van hun voorgangers voleindigen.

Worden de heer Michel Van Swartenbrouck, te Lummen, en Mevr. Monique Hendrickx, te Lommel, als vertegenwoordigers van een werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangende leden benoemd van dit comité, respectievelijk ter vervanging van de heren Joannes Broeckhoven, te Antwerpen, en Hubert Schippers, te Luik, die tot gewone leden worden benoemd; zij zullen het mandaat van hun voorgangers voleindigen.

**Arbeidsrechten. — Ontslagverleningen**

Bij koninklijk besluit van 15 december 1986, is aan Mevr. Yvette Henin, op haar verzoek, eervol ontslag verleend uit haar ambt van werkend rechter in sociale zaken, als werknemer-arbeider bij de arbeidsrechtbanken te Namen-Dinant.

Bij koninklijk besluit van 17 december 1986, is aan de heer Felix Leeuws, die de leeftijdsgrens heeft bereikt, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van werkend rechter in sociale zaken, als werknemer-arbeider van het Frans taalstelsel bij de Arbeidsrechtbank te Brussel.

Belanghebbende is ertoe gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.